

Il y a tant à faire...

Peut-on décemment penser que chacun est à l'aise dans son cadre de vie, que chacun dans son appartement ou sa maison dispose de l'espace, du calme et du confort légitime aujourd'hui?

Peut-on décemment penser que les faubourgs de nos villes sont coquets et attrayants, que les relations humaines de voisinage sont accessibles à tous, que chacun accède facilement aux richesses des villes, des montagnes des campagnes et de la mer?

Non point... Mais il semblerait que de mauvais génies s'ingénient à masquer l'évidence: il y a tant à faire.

De quoi parlent ceux qui ont la parole: les journalistes nous parlent de la bourse, des derniers procès, des corporatismes, de la complexité des lois, des chiens écrasés. Les publicistes aiguillent nos pensées moins vers notre bonheur que vers l'enrichissement de leur commanditaires. Les politiques ne parlent que par la bouche des journalistes.

Mais tous nous parlent si peu de nos désirs, que nous les avons perdus de vue. A force de ne parler que de ce qui est, on oublie de parler de ce qui doit être. On critique, on analyse, on décortique, mais on ne construit pas.

Et pourtant, plutôt que d'entretenir l'inquiétude comme on le fait depuis trop longtemps, ne vaut-il pas mieux dire et redire qu'il y a tant de choses à faire et mobiliser chacun sur les projets de tous.

Voici quelques exemples:

Pour le logement, une recette simple: une offre supérieure à la demande serait l'incitation à un habitat de qualité et à terme, le moyen de vider et détruire les immeubles invivables de bruit et de manque d'espace, le moyen de transformer la "zone" en agréable faubourg. Il y va du futur que des sociétés d'HLM construisent les quartiers les plus attrayants de chaque ville, en s'imposant une qualité de construction et d'urbanisme exceptionnelle. Commerces, placettes, bistrot, cours urbaines, passages pour cyclistes, artisans et artistes, tramway pour établir un lien fort avec l'hypercentre: N'y a-t-il pas là tant à faire? Tant à faire pour que le troisième et le quatrième âge aient autant leur place que l'étudiant ou l'apprenti. N'y a-t-il pas là manière de dégonfler les mégalo-poles au profit des villes moyennes et des petites villes?

Enseignement, d'autres recettes: combien d'ingénieurs, d'architectes, de juristes, de travailleurs sociaux, ne seraient pas d'accord pour consacrer un ou plusieurs jours de leur temps à l'enseignement? Serait-il stupide que les retraités fassent montre de leur sagesse dans les écoles primaires? Autant de compléments pour rendre les écoles plus humaines, les classes moins chargées, les études plus attrayantes, pour dynamiser l'entreprise en la confrontant avec ses futurs employés.

Loisirs, il y aurait tant à faire pour les intégrer à la cité, plutôt que de les exiler en périphérie ou d'en faire un objet purement marchand. Hors des villes, n'est-il pas temps de recréer des maisons de vacances à taille humaine, de multiplier les auberges de randonneurs ou les mini-croisières, de recréer des clubs potagers.

Action sociale, tant de choses sont à faire pour substituer aux services anonymes des services d'assistance de quartier, personnalisés, polyvalents et durables.

Ces exemples seraient-ils irréalistes? Ce pourrait être le cas, car il supposent une volonté collective, au-dessus de la pesanteur des règlements et des législations garde fous, au-dessus des corporatismes protecteurs de leurs privilèges et des groupes d'intérêts aux pouvoirs extravagants, en se passant de la frilosité des banques qui ne prêtent qu'aux riches, au-delà de la mondialisation des mécanismes de régulation et de contrôle qui inhibent les initiatives.

C'est vrai le monde d'aujourd'hui ne se construit plus tout seul, chaque entreprise est sous la tutelle des banquiers, des assureurs, de l'administration et du politique. Seuls les inconscients, les doués ou les roués peuvent s'en sortir seuls. Aux autres, je suggère les formes associatives.

Apprenons à nous passer des institutions parapluie et mettons en place des structures qui se mouillent, des mutuelles d'investissements personnalisés où chacun peut favoriser le projet de son choix, des structures de médiation qui évitent le basculement dans le juridisme, des contre-pouvoirs relais d'information et garants de la transparence politique et financière. Allons au-delà de la solidarité, mettons-y autant de cœur et plus de conscience. Cela peut s'appeler la "mutualisation" de la société.